

CH_VB Ad 83.052 vom 12. Juni 1984

Bundesverwaltung, 1984-06-12, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_Ad_83.052

FR: CH_VB Ad 83.052 du 12 juin 1984

IT: CH_VB Ad 83.052 del 12 giugno 1984

Erwägungen

E. 12

juin 1984 les effectifs nécessaires doivent être calculés au plus juste et que l'administration ne doit ni prendre une marge de sécurité excessive ni profiter bien sûr de l'introduction de ces taxes pour engager du personnel dont elle aurait besoin à d'autres fins. Ces considérations nous ont amenés à charger l'Office fédéral de l'organisation d'examiner si le personnel recruté est engagé de manière rationnelle et efficace. L'Office fédéral de l'organisation est invité aussi à nous faire rapport d'ici un an ou deux. Vous aurez donc l'occasion d'en reparler. Second point qui a retenu la commission, les 35 millions de francs à titre de contribution aux frais de stockage des vins des récoltes excédentaires de 1982 et 1983. Ce crédit supplémentaire est contesté par M. Biel qui a présenté une proposition de minorité tendant à ce qu'il soit biffé. Je dois donc ici vous donner quelques explications avant que vous ne preniez une décision. Ce crédit supplémentaire est basé sur l'article 25 de la loi fédérale sur l'agriculture. Selon cette disposition, la Confédération, dans le but d'éviter un effondrement des prix de produits agricoles importants, peut prendre des mesures spéciales d'une durée limitée destinées à soulager le marché, notamment par le stockage des excédents. La Confédération peut en outre participer aux frais de telles mesures. Se fondant sur cette disposition, le Conseil fédéral a pris le

E. 16

décembre 1983 une ordonnance concernant une contribution aux frais de stockage des vins excédentaires des récoltes 1982 et 1983. Cette ordonnance prévoit qu'une contribution aux frais de stockage sera accordée pour l'année 1984 aux encaveurs qui participent à une action de blocage. L'action de blocage est définie par l'ordonnance du Conseil fédéral du 23 décembre 1971 sur le statut du vin. Je cite ce texte pour qu'on soit bien au clair: «Le blocage sert à retirer momentanément du marché une certaine quantité de vins indigènes qui restent immobilisés jusqu'à ce que les conditions du marché permettent un déblocage partiel ou complet.» Le blocage ordonné le 16 décembre dernier porte sur 100 millions de litres - un tiers de rouge, deux tiers de blanc - en provenance des cantons de Berne, Fribourg, Genève, Neuchâtel, Valais, Vaud et Tessin. La contribution est de 2 fr. 40 par hectolitre et par mois pour les vins genevois et de 3 francs pour les vins d'une autre provenance. Elle sera mise à la charge de la provision dite Fonds vinicole qui est alimentée par les droits de douane perçus sur l'importation de vins étrangers et dont le montant actuel est de 142 millions. Un examen attentif de ce problème pendant le week-end m'a amené à la conclusion que l'ordonnance du Conseil fédéral est conforme à l'article 25 de la loi sur l'agriculture. La loi exige qu'il s'agisse d'un produit agricole important. Personne ne contestera dans cette salle que le vin répond à cette définition. Il faut ensuite que la mesure prise serve à soulager le marché. Tel est le cas du blocage, avec stockage de la marchandise chez les encaveurs. En troisième lieu, la mesure doit avoir une durée limitée. En l'espèce, elle est prévue pour la

seule année 1984. Enfin, la mesure doit être prise en vue d'éviter un effondrement des prix. En l'occurrence, il existe un sérieux risque d'un tel effondrement. En effet, les quatre récoltes 1978, 1979, 1980 et 1981 ont été fortement déficitaires, donnant en moyenne 50 millions de litres, alors que la moyenne calculée sur vingt ans est de quelque 65 millions de litres. Pour satisfaire aux besoins du marché, il a fallu dès lors autoriser davantage d'importations de vin blanc. Entre 1970 et 1979, les importations annuelles oscillaient autour de 160 millions de litres. Entre 1979 et 1982, elles ont été en moyenne du double. C'était sans compter avec les caprices du plant dit de Chasselas, qui est le plant classique en Suisse romande, dont les rendements peuvent varier du simple au quintuple, à la différence d'ailleurs du Riesling-Sylvaner et du Pinot, classiques en Suisse orientale, et dont les rendements ne varient que du simple au double. Or, le Chasselas a effectivement fait des siennes. Après quatre années fortement déficitaires, il a produit en 1982 la récolte record du siècle, puis en 1983 encore une récolte exceptionnelle. Ces deux récoltes et les importations restantes ont pour conséquence que les disponibilités représentent actuellement environ quarante-cinq mois de consommation, alors que la moyenne est d'environ vingt-quatre mois. Cette situation risque évidemment de provoquer un effondrement des prix. Ainsi, toutes les conditions légales sont remplies. Il est vrai que même lorsqu'il en est ainsi, la Confédération n'est tenue ni de prendre de telles mesures ni de les financer. «La Confédération peut», dit l'article 25 de la loi sur l'agriculture. Son pouvoir d'appréciation est donc réservé. La question se pose dès lors de savoir s'il y a eu en l'espèce des circonstances qui auraient pu conduire la Confédération à refuser son concours. La mesure à prendre, je le répète, doit éviter un effondrement des prix. Elle vise donc en définitive à garantir le revenu du producteur. Si ces producteurs avaient commis eux-mêmes des erreurs ayant entraîné la surproduction, la Confédération pourrait avoir des raisons de leur refuser son aide. Or on ne peut pas prétendre que de telles erreurs ont été commises. Les producteurs ont été victimes de conditions atmosphériques exceptionnelles et des caprices d'un plant de vigne à rendement très irrégulier. Devant cette situation, ils ont consenti d'importantes baisses de prix. Une première de 30 centimes en 1982, une nouvelle, également de 30 centimes en 1983. A cela s'ajoute que dans la plupart des régions viticoles en cause, les producteurs ont accepté de participer aux frais de la prise en charge des excédents. A cet effet, ils ont consenti une nouvelle baisse de prix de 20 centimes. Enfin, il faut signaler que dans de nombreuses régions les producteurs ont accepté de retarder certains paiements par rapport à l'usage local. Nous en arrivons donc à la conclusion que l'indemnité aux frais de stockage est justifiée et que le crédit supplémentaire est nécessaire. Nous nous sommes également demandé si les encaveurs, auxquels finalement ces indemnités sont payées, risquaient de faire une affaire sur le dos de la Confédération. Personnellement, après m'être renseigné auprès d'un certain nombre d'entreprises pour savoir comment étaient calculés les prix, j'arrive à la conclusion que les encaveurs ne font aucune affaire dans ce domaine. Pour toutes ces raisons, nous vous invitons à voter aussi ce crédit supplémentaire. *Gehen: Es ist Ihnen bekannt, dass wir zum Problem Budget und Staatsrechnung eine äusserst kritische Haltung einnehmen, weil in den vergangenen zehn Jahren die Realität sich immer sehrweit-unerträglich weit-von den Absichtserklärungen über einen ausgewogenen Haushalt wegentwickelte. Der Nachtragskredit, der uns heute präsentiert wird, enthält jedoch Positionen, die wir mit voller Überzeugung unterstützen. Ich beschränke mich nur auf zwei Punkte: Die Begehren für die Erhöhung der Anzahl Stellen im Justiz- und Polizeidepartement zum Abbau der hängigen Asylgesuche scheint uns absolut gerechtfertigt. Schon bei der Budgetdebatte haben wir uns nach Kräften*

eingesetzt, um diese Position durchzubringen. Wir waren schon damals überzeugt, dass das Problem der hängigen Asylgesuche unlösbar sei, wenn dem Justiz- und Polizeidepartement nicht die nötigen Mitarbeiter bewilligt würden. Wir sind nach wie vor der Meinung - dies in Übereinstimmung mit Herrn Bundesrat Friedrich -, dass damit das Problem allerdings noch nicht gelöst werden kann. Man kann aber nicht einen wesentlichen Bestandteil des Lösungsversuches zum vornherein sabotieren und dann glauben, es gehe trotzdem. Wem es ums Sparen geht, der möge sich darüber Rechenschaft geben, dass eine Ablehnung dieses Gesuches selbstverständlich mehr Kosten produziert als die Annahme desselben. Ein Wort zu den Anträgen: Mir scheint, es sei illusionär, wenn man - wie zum Beispiel Herr Kollega Blocher - diese 28 Etatstellen für das Justiz- und Polizeidepartement nur bis 1985 bewilligen möchte. Es ist aus zwei Gründen illusionär:

12. Juni 1984 N 713 Voranschlag 1984. Nachtrag I Erstens, wenn Sie sich - und alle Anzeichen sprechen dafür - nicht bereit finden, das Asylgesetz in seiner Substanz zu verändern, insbesondere die Flüchtlingsdefinition viel enger zu fassen, werden Sie weiterhin eine Zunahme des Zustroms von Asylbewerbern erleben. Diese Gesuche werden wir behandeln müssen, oder wir rutschen immer von neuem in eine unerträgliche Situation hinein. Heute die Stellen zeitlich so stark beschränken zu wollen angesichts dieser Ausgangssituation, scheint mir illusionär. Und das zweite, Herr Kollega Blocher, Sie wissen viel besser als ich, dass man natürlich für eineinhalb Jahre kaum qualifizierte Fachkräfte bekommt, die sich dann erst noch in ein Gebiet einarbeiten müssen. Der zweite Punkt ist das Problem des Nachtragskredites für das Volkswirtschaftsdepartement, also in concreto für die Lagerungsbeihilfen für die grossen Weinernten des letzten und vorletzten Jahres. Wir sind uns wahrscheinlich alle bewusst, dass eine gewisse Schizophrenie in unseren Massnahmen gegenüber diesem Problem besteht. Denn wir möchten ja nicht für Alkohol allzuviel staatliche Unterstützungen geben; wenn wir es aber in diesem Fall nicht tun, ist ganz klar, dass die Preise herabgesetzt werden müssen und mit anderen Worten der Alkoholkonsum gefördert wird. Daran können wir nun wiederum aus volkswirtschaftlichen und volksgesundheitlichen Gründen beileibe kein Interesse haben. Mir scheint also, wir seien hier in einer Zwangssituation und hätten das kleinere Übel zu wählen; und das kleinere Übel besteht eben darin, dass man diese Beihilfen ausrichtet. Aus diesen wenigen Gründen bitte ich Sie, die Zustimmung unserer Fraktion zum Nachtragskredit entgegenzunehmen. Basler: Die Fraktion der Schweizerischen Volkspartei stimmt diesem Nachtrag zum Voranschlag grossmehrheitlich zu. Wir haben aber drei Bemerkungen: 1. Nicht alle Fraktionsmitglieder sind einverstanden mit den 35 Millionen Franken an die Lagerungskosten für Westschweizer und Tessiner Weine aus unserer reichen 1982er und 1983er Ernte. Was jedoch die Zustimmung erleichtert, ist die Kunde aus dem Wallis, dass dort die Qualitätsbeziehung jetzt ebenso eingeführt wird, wie dies in der Deutschschweiz üblich ist, und das wird zu ausgeglicheneren Ernten führen. Auch ist man sich in der SVP bewusst, dass es sich hier um die Entnahme aus einem zweckgebundenen Fonds zur Förderung des inländischen Rebbaus handelt. Dieser Fonds wird aus der Einfuhr von Weinen gespeisen, und diesem Prinzip stimmt die SVP zu. Damit im Hochlohnland Schweiz mit den klimatisch ungünstigeren Bedingungen der Agrarbereich existenzfähig bleibt, braucht es einen solchen Agrarschutz. 2. Bezüglich Stellenplafonierung stimmen wir dem Antrag Blocher zu. Was die Mittel zur Realisierung des Massnahmenprogrammes gegen das Waldsterben betrifft, so wünschen wir, Herr Bundesrat, dass wo immer möglich nicht Hilfskräfte rekrutiert, sondern die entstehenden Aufgaben an selbständigerwerbende Förster vergeben werden. Die Zahl junger tüchtiger Forstingenieure, die auf eine Stelle

warten, ist derart gross, dass etwa drei Viertel der Frischab- solventen der ETH sich zunächst als selbständige Förster etablieren. Sie sind zum Teil an Forschungsarbeiten tätig oder leisten in verwandten Gebieten wie der Holzverwertung ihre Beiträge. Man würde ihnen einen Dienst erweisen, wenn man sie mit solchen neuen Aufgaben beauftragt, und der Eidgenossenschaft würden obendrein keine Verpflichtungen aus Anstellungsverhältnissen erwachsen. Finanziell wäre das Engagement des Bundes wahrscheinlich nicht höher, denn es ist ja zu berücksichtigen, dass beim Bund auf die reinen Lohnkosten noch etwa 30 Prozent arbeitgeberseitige Beiträge dazukommen. Selbständigerwerbende tragen diese Beiträge selber, aber auch Ferien, Militärdienst und Krankheit sowie die Raumkosten fallen weg.

3. Wir verdanken die Übersicht über das finanzielle Engagement des Bundes im Bereich Waldsterben, welche uns das Eidgenössische Departement des Innern geliefert hat. Wir möchten den Bundesrat ersuchen, sämtliche direkt der Luftverunreinigung zuzuschreibenden finanziellen Mehraufwendungen gesondert zu erfassen. Er wird uns später einen Vorschlag zu unterbreiten haben, wie diese Verursacher gerecht zur Kostendeckung herangezogen werden können, denn das ist ja nach dem Prinzip des neuen Umweltschutzgesetzes die Verpflichtung. Wahrscheinlich wird er zusätzlich die Kantone einladen, ihre Aufwendungen ebenfalls zu nennen. Zu den Schäden aus Luftverunreinigung gehören nicht nur Waldschäden, sondern auch Korrosionsschäden und die auf Luftverunreinigung zurückzuführenden Instandstellungsarbeiten von Kulturdenkmälern und Bauwerken.

Bremi: Kein Mensch kann mir zumuten, dass ich mich zum bevorstehenden «Weinkrieg» im Namen unserer Fraktion äussern werde. Wir verfügen über ein reiches Sortiment an ausgebildeten Weinfachleuten, und es ist kaum meine Sache, mich hierzu zu äussern. Vielmehr darf ich mich nur zu den Fragen der neuen Stellen äussern, die in den Bereichen der Waldschäden und der Asylanten verlangt werden. Wir legen Wert darauf, immer wieder festzustellen, dass der Bundesrat die Möglichkeit hat, neue Aufgaben auch mit dem bestehenden Personalbestand anzupacken. Der Bund verfügt in der Zentralverwaltung über weit über 30 000 Mitarbeiter; er hat 2000 bis 3000 Personen pro Jahr zu ersetzen, und er hat infolgedessen die Möglichkeit, bei der Rekrutierung dieser 2000 bis 3000 neuen Personen, die für den Bund arbeiten wollen, solche Leute zu finden, die für die neuen Aufgaben geeignet sind. Dazu braucht er aber Zeit. In den zwei Gebieten, über die wir jetzt sprechen, verfügt er nicht über die Zeit. Er muss diese Leute jetzt unverzüglich haben. Deshalb stimmen wir auch diesen zusätzlichen Stellen zu. Diese zwei Aufgaben waren nicht voraussehbar. So wurde das Waldsterben aus unerklärlichen Gründen auch von der Wissenschaft und von den Forstingenieuren nicht vorausgesehen oder mindestens nicht gemeldet. Übrigens erinnere ich Sie daran: Auch im Frühjahr 1983 äusserten sich die Fachleute des Umweltschutzes noch dahingehend, dass im Herbst 1983 bei den Wahlen das Hauptthema des Umweltschutzes der Lärm, nicht das Waldsterben, sein werde. Das war vor etwa 15 Monaten. Aus mir heute noch unerfindlichen Gründen hat also die Wissenschaft in diesem Punkt keinerlei Vorwarnung gegeben, sondern sich überraschen lassen. Der Tatbestand ist aber natürlich trotzdem so, dass für den Bundesrat beide Themata überraschend aufgetreten sind, dass er rasch handeln musste und infolgedessen diese Stellen auf dem Weg, wie er ihn vorschlägt, jetzt beschaffen muss. Wir müssen dafür Verständnis haben. Der Antrag von Herrn Blocher lag unserer Fraktion noch nicht vor. Er scheint uns aber vernünftig zu sein, weil er dem Bundesrat gerade diese nötige Zeit gibt. Auch Herr Blocher will ja diese Stellen jetzt besetzen können. Er will aber den Gesamtplafond wieder auf den heutigen Stand zurückführen. Unsere Fraktion hat sich zu dieser Frage nicht äussern können, weil der Antrag noch nicht vorlag. Persönlich unter-

stütze ich ihn, weil er unserer bisherigen Politik entspricht. Ein Wort noch zu den Stellen im Bereich der Anwendung des Asylrechtes. Auch wir gehen von der Voraussetzung aus, dass das nicht die einzige Massnahme sein kann, diese zusätzlichen Juristen zu engagieren, sondern dass parallel auch eine sinnvolle Revision des Asylgesetzes an die Hand genommen werden muss. Im übrigen stimmt unsere Fraktion den Nachträgen zu.

Feigenwinter: Ich kann Ihnen die Zustimmung der CVP- Fraktion zu diesen Nachtragskrediten bekanntgeben. Diese Zustimmung erfolgte nicht in allen Punkten mit der gleichen Begeisterung. Wir haben uns davon überzeugt, dass die Asylfrage dringend geworden ist, so dringend, dass es unumgänglich wurde, zusätzliche Stellen zu schaffen, zusätzliche Hilfskräfte- und auch Etatstellen zu bewilligen, um diesen Pendenzenberg, der laufend noch zunimmt, überhaupt bewältigen zu können. An sich ist es schade, dass man für diese Stellen Leute verpflichten muss, die

Budget 1984. Supplément 714 N 12 juin 1984 direkt von der Universität kommen und keinerlei Erfahrung in diesem Bereich mitbringen, insbesondere auch keine allgemeine Lebenserfahrung haben. Es wäre wünschbar, dass man die Behandlung dieser Asylgesuche Leuten anvertraut, die sich insbesondere über eine durchschnittliche Lebenserfahrung ausweisen können. Wir glauben, dass es nicht eigentlich ein juristisches, volkswirtschaftliches oder historisches Problem ist, sondern es ein Problem ist einer allgemeinen Lebenserfahrung, diese Asylanten einzuvernehmen. Es ist eigentlich schade, dass man es nicht fertigbringt, hier Leute zu rekrutieren, die eher diese Anforderungen erfüllen können. Wir haben uns überzeugen lassen, dass es dem Bundesrat oder dem Personalamt oder dem zuständigen Bundesamt für Polizeiwesen leider nicht gelingt, Leute, die dieses Anforderungsprofil erfüllen, zu verpflichten. Es ist auch eine bestimmte Anzahl Etatstellen notwendig, weil man natürlich diese Hilfskräfte auch wieder beaufsichtigen und instruieren muss. Das kann man nicht tun, wenn man nicht Etatstellen zur Verfügung hat. Dass diese Etatstellen gemäss dem Antrag Blocher zu kompensieren seien, darüber haben wir nicht gesprochen. Herr Schärli wird, soviel ich weiss, dazu noch Stellung nehmen, auch nur in persönlicher Hinsicht, denn wir haben keinen Fraktionsbeschluss darübergefasst. Persönlich wäre ich der Meinung, dies sei zumutbar. Zum «Weinkrieg» nur folgende Bemerkung: Es ist natürlich etwas heikel, sich in dieses Gebiet vorzuwagen. Wir wurden mit diesem Geschäft, das bereits im Dezember 1983 eingeleitet wurde, in der Finanzdelegation vertraut gemacht. Es ist tatsächlich so, dass der Bundesrat aufgrund des Artikels 25 des Landwirtschaftsgesetzes die Kompetenz hat, derartige Beiträge in einer Verordnung zu beschliessen und diese Beiträge aus dem Weinbaufonds zu bezahlen. Was stossend ist an der ganzen Angelegenheit, ist die Tatsache, dass man die Gelegenheit verpasst hat, den welschen Weinproduzenten Qualitätsmindestanforderungen aufzuerlegen, und es auch verpasst hat, gewisse Kautelen für den Konsumenten einzubauen. Was sich im Pissektor abgespielt hat, das ist natürlich nicht gerade ein leuchtendes Beispiel für die Art, wie der Konsument in diesem Staat behandelt wird. Die Preisbewegung nach oben wurde zum Teil künstlich herbeigeführt. Darauf haben wir in den Jahren 1982 und 1983 diesen Segen der Natur erhalten. Nun muss also auch wieder der Konsument, der an sich von diesem Segen profitieren sollte, über den Umweg des Weinbaufonds einen Beitrag an die Lagerkosten leisten. Mindestens hätte man die Anforderungen an die Qualität des Weines in diesen Weinbaukantonen durchsetzen müssen. Soviel ich weiss, haben das Waadtland und das Wallis nun auf freiwilliger Basis einen Mindest-Öchslegrad eingeführt, während sich offenbar Genf als grösster Sündenbock auf diesem Gebiet immer noch dagegen sträubt. Offensichtlich will Genf weiterhin ein

guter Abnehmer der Zuckerfabrik Aarberg sein, was dann auch noch zur Folge hat, dass das schon grosse Quantum des Weines durch die Zuckerbeigabe noch grösser wird. Das ist natürlich nicht etwas, das man unbedingt unterstützen sollte. Waldsterben: Das Projekt Sanasilva bringt die Notwendigkeit mit sich, dass diese 47 Hilfskräftestellen bewilligt werden. Wir können keinen Waldkataster herstellen und keine Luftuntersuchung vornehmen, ohne diese Hilfskräftestellen zu bewilligen. Hier haben wir einmal A gesagt; wir müssen auch B sagen. Deshalb stimmen wir auch bei diesem Punkt zu. Le président: La parole est à Mme Christinat, qui sera le seul orateur à s'exprimer à titre individuel sur l'entrée en matière. Le Parti du travail/PSA/POCH communique qu'il votera en faveur de cet arrêt fédéral et qu'il renonce à s'exprimer. Mme Christinat: Le rapport du Conseil fédéral sur les conséquences de la durée du travail hebdomadaire du personnel fédéral étant annoncé comme un complément au supplément I au budget de 1984, je profite de l'occasion pour faire quelques commentaires sur ce rapport. Je m'étonne tout d'abord du retard volontaire apporté à sa discussion et à son approbation, j'y reviendrai plus tard. Je constate ensuite que si l'article 10 du statut des fonctionnaires prévoit expressément que c'est le Conseil fédéral qui fixe la durée de travail de ses agents, cette disposition reste très théorique, voire inapplicable puisque, au cas où le Parlement ne vote pas les crédits nécessaires, aucune diminution de la durée du travail ne peut entrer en vigueur. Le rapport susmentionné expose en détail le nouveau projet du Conseil fédéral, c'est-à-dire la semaine de 42 heures pour le 1er juin 1986, avec 1880 nouveaux postes au lieu des 4110 envisagés en 1982, et 88 millions supplémentaires à la place des 228 prévus il y a deux ans. Il y a donc déjà eu un sérieux coup de frein par rapport au projet initial de 1982. Ce document aurait dû nous être soumis durant cette session si la Commission des finances du Conseil des Etats n'avait pas décidé de faire traîner les choses dans le but évident de renvoyer toute la discussion à la session d'automne. Il est évident que ce retard ne facilitera pas les travaux préparatoires de l'administration des douanes, des entreprises des PTT et des CFF, qui doivent organiser l'introduction de la semaine de 42 heures à la date prévue par le Conseil fédéral. Autrement dit, tous les moyens sont bons pour «torpiller» la mise en pratique des 42 heures ou en tout cas pour retarder leur introduction le plus longtemps possible. En ce qui concerne les PTT, je voudrais faire une remarque particulière. Lorsque les postiers de Genève, toutes tendances syndicales et sectorielles confondues, demandent la fermeture des guichets le samedi matin (comme dans les banques) ainsi que la suppression de la distribution des lettres ou de ce qui en reste le samedi, les PTT répondent par un «niet» catégorique en prétextant la nécessité d'avoir un système uniforme dans tout le pays. Bien! Mais en cas d'introduction de la semaine de 42 heures, les mêmes PTT, en invoquant un système de distribution unique en vigueur dans plusieurs villes - plusieurs en l'occurrence rime avec trois, soit Zurich, Baie et Berne, sauf erreur - admettront sans difficulté la suppression de la distribution de l'après-midi dans toute la Suisse. Comprenne qui pourra! Toutefois, vu les circonstances exceptionnelles et la pénurie chronique de personnel qualifié qui sévit dans quelques villes, à Genève par exemple, on pourrait, en tenant compte des particularités locales, économiser aussi des forces de travail en modifiant les heures d'ouverture des guichets et en supprimant la tournée des facteurs-lettres le samedi matin, tournée qui, depuis plusieurs années, a déjà été supprimée pour les facteurs-messageries et mandats. Je pense en effet qu'il vaut mieux une distribution officiellement supprimée plutôt qu'une distribution réduite officiellement sans que les usagers en soient informés. Les partisans du moins d'Etat ne font évidemment rien pour faciliter la tâche de nos grandes régions et leur permettre d'assurer des prestations optimales. Ils oublient que les difficultés

d'exploitation des PTT, des CFF et des douanes sont en grande partie, voire exclusivement, provoquées par le fameux plafonnement du personnel. La majorité des Chambres l'avait voté sans en mesurer les conséquences et aujourd'hui, cette même majorité n'ose pas revenir en arrière de crainte de perdre la face. Qu'elle se rassure, du côté du personnel fédéral, c'est déjà fait, en partie du moins! Qu'on le veuille ou non, la réduction de la durée du travail est inéluctable. Dans d'autres pays, il est déjà question des 35 heures! L'initiative pour la semaine des 40 heures, lancée par l'Union syndicale, vient d'aboutir et sera par conséquent soumise au Parlement. Elle ne manquera pas d'avoir des répercussions sur le temps de travail des fonctionnaires fédéraux, même si ces derniers sont régis par un statut particulier. Accorder de meilleures conditions de travail au personnel fédéral, c'est aussi contribuer au bon renom de nos régies nationales, renom qui a été entamé par certaines contraintes imperatives du Parlement qui ne paraît pas s'en soucier outre mesure, pour ne pas dire au contraire! En effet, lorsque les choses iront encore plus mal et que la

12.Juni 1984 N 715 Voranschlag 1984. Nachtrag qualité des prestations diminuera encore, les partisans du moins d'Etat auront la partie belle pour justifier une privatisation de certaines tâches - celles qui rapportent le plus naturellement - assurées jusqu'ici de façon satisfaisante, dans des conditions difficiles, grâce au sérieux et à la bonne volonté du personnel fédéral. M. Bonnard, rapporteur: Je voudrais rassurer Mme Christinat. Nous n'avons pas l'intention de «torpiller» le projet du Conseil fédéral. Nous pensons simplement que ce projet est insuffisamment motivé. C'est pourquoi la commission, y compris des représentants du groupe socialiste, sont d'avis que des pièces supplémentaires sont nécessaires. En l'occurrence, nous les examinerons en août, puis en septembre à l'intention du plénum. Bundesrat Stich: Zu den verschiedenen Fragen in bezug auf Stellenbewirtschaftung und Weineinlagerungsbeiträge wird der Bundesrat in der Detailberatung Stellung nehmen. Hin- gegen möchte ich Frau Christinat sagen, dass der Bundes- rat grundsätzlich die Arbeitszeitverkürzung auf Juni 1986 beschlossen hat und dass er daran festhält. Die Tatsache, dass im Nachtrag I keine zusätzlichen Stellen verlangt werden, insbesondere für die PTT, hängt damit zusammen, dass eben die PTT noch über Personalreserven verfügten. Sie hat also nicht vergessen, zusätzliche Stellen anzufordern, sondern ich persönlich habe den Eindruck gehabt, dass man dem Parlament nicht zumuten könne, Stellen auf Vorrat zu bewilligen. Aber das ändert nichts daran, dass der Bundes- rat in Sachen Arbeitszeitverkürzung gemäss dem vorgegebenen Plan handeln wird, und ich hoffe zuversichtlich, dass dieses Geschäft in der Septembersession in beiden Räten behandelt werden kann. Eintreten ist obligatorisch L'entrée en matière est acquise de plein droit Detailberatung - Discussion par articles Anträge siehe Seite 710 hiervoor Propositions voir page 710 ci-devant Biel, Sprecher der Minderheit: Ich beantrage Ihnen Strei- chung von 35 Millionen Franken bei der Position 433.93 Verwertungsmassnahmen auf Seite 26. Die Konsumenten, die man jahrelang mit hohen und steigenden Preisen für den einheimischen Weisswein, vor allem aus der Westschweiz, bestraft hat, sollen nun mit ihrem Geld dazu beitragen, dass die Preise weiterhin hochgehalten werden. Das ist schon etwas viel verlangt, und zu Recht empfindet man das in breiten Kreisen als skandalös. Damit wir die Tragweite dieses Nachtragskredites ermessen können, müssen wir etwas zurückblenden. Wir müssen den Werdegang sehen: Der Bund steuert den Weinmarkt indirekt über die Importregelung, und die Importregelung war wäh- rend langen Jahren ausserordentlich restriktiv. Dadurch war es möglich, dass man für den Chasselas, den Westschweizer Weisswein, vor allem als die Ernten knapp waren, steigende Preise durchsetzen konnte. Viel zu spät, erst ab 1980, begann der Bundesrat die Importe zu

lockern, als die ganze Entwicklung schon im Gange war. Das ist die Ausgangslage. Im Frühjahr und im Sommer 1982 war in der deutschen Schweiz vielerorts praktisch kein Chasselas mehr erhältlich, weil offensichtlich Knappheit herrschte. Effektiv bestanden aber nach der Lagerkontrolle am 30. Juni 1982 höhere Weissweinlager als im Jahr zuvor, obwohl auf den Märkten praktisch nichts mehr vorhanden war, insbesondere im Wallis. Das sind die offiziellen Zahlen. Was heisst das? Es ist spekuliert worden. Man hat Ware zusätzlich vom Markt ferngehalten, um die Preise weiter hochzutreiben. Ich bin ein Vertreter der freien Wirtschaft. Spekulation gehört dazu. Aber dann muss Spekulation in beiden Richtungen möglich sein, und nicht nur in einer. Wir kommen noch darauf zurück. Als sich die Grosse Ernte 1982 abzeichnete, wurde oh Wunder plötzlich in zahlreichen Gaststätten und Detailläden wieder Waadtländer und Walliser Weissweine der Ernte 1981 angeboten und sogar zu ganz vernünftigen Preisen. Vorher war angeblich nichts mehr da. 1983 hatten wir erneut eine Grosse Ernte, und nun entstand natürlich ein grosses Geschrei, wie immer. Und was tut der Schweizer, wenn er schreit und etwas will? Er geht zum Papa Bund nach Bern, und wenn er laut genug schreit, bekommt er, was er verlangt, zumindest im Agrarbereich. Das ist immer so gewesen. Nun soll der Bund aus dem Rebbaufonds mithelfen, die Preise hochzuhalten, Lagerkosten zu bezahlen. Erinnern Sie sich vielleicht noch an die kleine Diskussion, die wir hatten im Dezember 1983 anlässlich des Budgets? Damals habe ich Ihnen beantragt, einen zusätzlichen Beitrag von 1 Million Franken für Propaganda im Weinbereich zu streichen. Mit einer Stimme Mehrheit ist dieser Antrag unterlegen. Persönlich habe ich gehofft, der Bundesrat hätte diesen Schuss vor den Bug verstanden. Mitnichten! Bereits war alles eingeleitet für eine viel massivere Stützungsaktion. Bei dieser Aktion hat der Bundesrat bzw. das Bundesamt für Landwirtschaft schon im Sommer eine Vernehmlassung bei der dafür zuständigen beratenden Kommission durchgeführt. Allerdings war damals nur von 16 Millionen Franken die Rede und nicht von 35 Millionen. Das muss auch gesagt sein. Davon stand natürlich im Bundesratsbeschluss bzw. im Begleitbericht kein Wort, sondern es hiess einfach, man hätte eine Vernehmlassung durchgeführt und es hätten sich nur ganz wenige dazu geäussert, ich persönlich sei derjenige, der sich negativ geäussert hatte. Aber es steht nichts davon, dass eine ungleich bescheidenere Aktion angekündigt war. Warum ist es so gekommen? Weil der Bund die gesetzlichen Vorschriften nicht eingehalten bzw. seine Instrumente nicht benützt hat. Massgebend ist Artikel 18 des Landwirtschaftsgesetzes: Anpassung der Produktionsmenge an die Absatzmöglichkeiten; massgebend ist Artikel 29: kostendeckende Preise im Mehrjahresdurchschnitt für Produkte guter Qualität; massgebend ist Artikel 23 für die Importe. Allein, wir haben noch zusätzliche, viel präzisere Vorschriften, wir haben das Weinstatut. Artikel 1 Absatz 1 weist wieder darauf hin, dass die Produktion auf die Absatzmöglichkeiten abzustimmen ist, und Artikel 14 Absatz 2 zeigt, dass bei der Preisfestsetzung die Grössenordnung der Ernten zu berücksichtigen sei. Man hat natürlich die wichtigsten Bestimmungen nicht angewendet, nicht einmal nach der Riesenernte 1982, und 1983 hat man die Dinge wieder laufen lassen. Man hat viel zu viel der Weinbranche selbst überlassen, mit Ausnahme der Importregelung. Das Desaster ist da, und nun sollen die anderen bezahlen. Kommen wir zur Qualität. Obwohl alle gesetzlichen Vorschriften vorhanden wären, ist auf diesem Gebiet in der Westschweiz leider viel zu wenig geschehen. Wenn ich daran denke, wie man in der Ostschweiz seit vielen Jahren eine rigorose Qualitätskontrolle und eine Bezahlung nach Qualität durchgeführt hat, ist es erstaunlich, dass man in der Westschweiz nichts getan hat. Kunststück: Man konnte auch mindere Gewächse, die man früher kaum offen verkaufen konnte, in Flaschen abfüllen

und zu besten Preisen absetzen. Das sind die Fakten. Die Kantone, die zuständig waren, haben nichts getan, 1982 nicht, 1983 nicht; jetzt endlich hat sich zumindest der Staatsrat des Kantons Wallis dazu bequemt, gewisse Vorschriften ins Auge zu fassen. Vom Kanton Waadt habe ich auch gehört, man hätte einiges im Sinn. Der Kanton Genf hat bis jetzt nichts gemacht. Qualitätsproblem: So geht es nicht weiter. Kommen wir zu den Preisen. Wenn solche Riesenernten vorhanden sind, dann gibt es doch nur eines, nachdem man vorher bei Knappheit die Preise erhöht hat: die Preise senken. Deshalb sage ich unseren Vignerons hier im Saal und jenen, die sich ja in grosser Zahl zum Wort gemeldet haben: Wenn Sie sich für den Wein profilieren wollen, dann müssen Sie nicht hier um Bundessubventionen debattieren. Dann arbeiten Sie gefälligst mit dem Preis. Da können Sie Profil zeigen, da können Sie sich profilieren: Runter mit dem Preis! Dann löst sich das Problem von selbst, aber nicht mit

Budget 1984. Supplément I 716 N 12 juin 1984 Bundessubventionen und der Preishochhaltung mit Subventionen und letztlich auf Kosten von uns allen. Wir haben eine Marktwirtschaft, und in diesem Saal dominieren die politischen Kräfte, die bei jeder Gelegenheit von der freien Wirtschaft sprechen, von der Marktwirtschaft. Ich erwarte nun in diesem konkreten Fall, dass es hier auch geht; denn was haben wir heute? Wir haben nun seit Jahren eine Privatisierung der Gewinne, und nun plötzlich will man die Verluste sozialisieren. Wollen Sie dazu Ihr Einverständnis geben? Wir, von unserer Seite, können das nicht, wir halten das für unzumutbar; wir sind der Meinung, einzig eine Preissenkung werde dazu führen, dass sich der Markt beruhigt. Es ist nicht gerechtfertigt, dass wir mit dem Geld der Konsumenten mithelfen, Spekulationen, die ins Auge gegangen sind, nachträglich noch zu sanieren. Die Finanzkommission war offensichtlich alles andere als begeistert über dieses Geschäft, sonst hätte sie nicht nur mit 3:2 Stimmen, bei 4 Enthaltungen, diesem Nachtragskredit zugestimmt. Also noch einmal: Bleiben wir konsequent. Wir sind verantwortlich für die Bundesfinanzen, wir haben Kredite zu bewilligen, nicht der Bundesrat. Wenn wir hier den Riegel schieben, haben wir etwas sehr Positives für die längerfristige Entwicklung getan. Sonst haben Sie nächstes Jahr noch die viel grösseren Begehren um Subventionen, erneut auf Kosten der Konsumenten, die über die Verteuerung der Importe diesen Rebbaufonds geäußert haben. So geht es nicht; es ist auch ein Affront gegenüber denjenigen in der schweizerischen Weinwirtschaft - ich denke vor allem an die Regionen der deutschen Schweiz -, die Mass gehalten haben und nun zusehen müssen, wie die anderen, die das eben nicht gemacht haben, dafür noch honoriert werden. M. Revacller: Dans sa diatribe, M. Biel a demandé aux vigneron de ce Parlement de bien vouloir se profiler quant aux prix du vin. C'est ce que je vais faire. Son opposition au crédit supplémentaire de 35 millions repose sur les arguments essentiels suivants: les vins suisses sont trop chers, les règles du marché ne fonctionnent plus, la qualité de la production romande est insuffisante, c'est le négoce et non le producteur qui bénéficiera de l'aide au stockage, et, pour couronner le tout, les vigneron sont des spéculateurs. Ces arguments sont faciles, mais ils relèvent d'une méconnaissance certaine de la culture de la vigne et des mécanismes du marché du vin. La vigne est une plante complexe - le rapporteur de langue française l'a démontré - dont la production en dents de scie ne peut pas être réglée par un ordinateur. Elle est entièrement soumise aux caprices du temps comme le vigneron, lui, est soumis à la loi de l'offre et de la demande. L'équilibre entre le climat et l'économie est difficile à trouver. Voici un exemple: dans mon canton, en 1981, le vigneron a perçu 3fr. 50 par litre de moût. Pour la récolte 1983, il ne touchera que 2 fr. 70 par litre, pour autant que l'aide au stockage soit votée par le Parlement. La baisse des vins à la

production a été à Genève, de 23 pour cent en deux ans. Aujourd'hui, le pourboire de la serveuse du Café Fédéral est supérieur par litre de vin servi au prix que percevra le vigneron genevois pour son travail de toute une année. Cela démontre, qu'au niveau de la production, les lois du marché jouent parfaitement, mais qu'il est très difficile de répercuter la baisse des prix à tous les échelons, notamment à celui des établissements publics de Suisse alémanique, et cela malgré une convention signée en 1982 par tous les partenaires de la branche. En effet, la chaîne est longue du raisin au verre; les frais de vinification, de conditionnement, de distribution grèvent considérablement le produit fini. Il faut cependant relever qu'actuellement certaines entreprises, de grandes chaînes de distribution font un effort considérable et mettent à la disposition des consommateurs des vins indigènes à des prix tout à fait abordables, comparables, à qualité égale, avec des produits importés souvent à des prix de «dumping». Notre pays n'est pas le seul à faire face au trop-plein des caves. Ainsi, la CEE s'apprête à distiller et à éliminer du marché 48 millions d'hectolitres de vin, opération gigantesque d'assainissement. Nous n'en sommes pas encore là, les excédents suisses ne sont en définitive que conjoncturels et non pas structurels. Cependant, une constatation s'impose. Chez nous comme ailleurs, le potentiel de production de la vigne est en augmentation, alors que la consommation stagne. Les cantons et les organisations professionnelles doivent s'adapter rapidement à cette situation nouvelle, imprévisible en 1979 lorsque l'arrêté fédéral sur la viticulture a été reconduit par le Parlement. Cet arrêté, valable jusqu'en 1989, donne de vastes compétences aux cantons pour contrôler la qualité et le volume de la production viticole. Faisons-leur donc confiance et donnons-leur surtout le temps de s'adapter. MM. Biel et Feigenwinter ont fait allusion au problème des exigences de qualité dans le canton de Genève. Je voudrais leur dire que notre canton a adapté sa législation sur la base des instructions reçues du Département fédéral de l'économie publique. Nous n'avons fait qu'appliquer les instructions de Berne. C'est dire que nous nous sommes montrés très coopérants. Je tiens encore à relever combien l'apport économique de la viticulture à la Suisse romande est considérable. On ne s'en rend peut-être pas assez compte. Le rendement brut de la vigne en 1982 et 1983, compte non tenu de la valeur ajoutée du conditionnement, peut être estimé, uniquement pour la Suisse romande et le Tessin - qu'il ne faut pas oublier - à 1,2 milliard de francs, dont une bonne partie sera réinvestie sur place, dans des communes dépourvues de toute autre activité économique. La mesure qui nous est proposée est donc nécessaire, vitale pour les cantons viticoles romands et le Tessin. Elle répond à la lettre et à l'esprit des articles 25 et 46 de la loi sur l'agriculture. Je rappelle que la production suisse ne représente que 35 pour cent de la consommation des vins en Suisse. Le crédit de 35 millions permettra donc la prise en charge partielle, par le fonds vinicole, des intérêts des prêts consentis aux caves coopératives, aux encaveurs, souvent avec la garantie des cantons pour assurer le paiement du producteur, car ce dernier n'est pas encore totalement payé pour la récolte 1983. En outre, le retrait du marché de 100 millions de litres ne créera pas la pénurie, soyez tranquille, Monsieur Biel. Enfin, comme conclusion un peu plus folklorique et sentimentale, je vous rappelle que, dans notre pays, le vin est, en plus de la langue, le symbole des minorités latines. Au même titre que les somptueuses forêts de sapins alémaniques, auxquelles va souvent la sollicitude du Parlement, la vigne fait partie du patrimoine et du paysage de la Suisse romande et du Tessin. C'est donc pour vous une raison supplémentaire d'accepter le crédit demandé. Mme Vannay: Je ne monte pas à cette tribune pour répondre à M. Biel sur les accusations qu'il a portées contre le gouvernement valaisan ou sur les prétendues spéculations des vigneronns de mon canton. Mais j'aimerais quand même

combattre sa proposition et vous prier vous aussi de refuser de barrer ce crédit de 35 millions prévus comme mesure de placement. Permettez-moi de rappeler qu'à l'article 25 de la loi sur l'agriculture, la Confédération a pour mission, en vue d'éviter un effondrement des prix des produits agricoles, de prendre des mesures spéciales d'une durée limitée destinées à soulager le marché, notamment par le stockage des excédents, de participer aux frais de telles mesures et d'ap- puyer d'autres mesures d'intérêt général en faveur du place- ment. Et l'article 46 de cette même loi stipule encore que pour couvrir les frais occasionnés par l'encouragement de la viticulture et du placement de ces produits, une taxe sera perçue à l'importation des vins et des moûts. La base légale est donc tout à fait claire. Elle ne peut pas être contestée et le fonds vinicole, alimenté par une taxe de 8 centimes par litre de vin importé, peut et doit être mis à contribution. Je crois donc que ceux qui, aujourd'hui, voudraient empê-

12.Juni 1984 N 717 Voranschlag 1984. Nachtrag cher de prendre des mesures pour aider au stockage des vins en utilisant ce fonds connaissent mal la situation grave du secteur viti-vinicole actuellement et je me permets d'ap- porter ici quelques précisions tout en reconnaissant volon- tiers que nous ne résoudrons pas tous les problèmes par cette seule mesure. Il ressort des chiffres que, grosso modo, la part des vins indigènes dans la consommation totale de vins en Suisse se situe aux alentours des 28 et 29 pour cent ces deux dernières années, alors que l'objectif à atteindre se situe vers 37 pour cent. Il y a des consommateurs potentiels; le reste des vins est importé. Durant ces dernières années, la production indigène a été très irrégulière puisque après une période de pénurie jus- qu'en 1981, il y a eu une très forte récolte en 1982 et à nouveau en 1983, si bien que l'on se retrouve aujourd'hui confronté à un problème de surabondance de stockage pour 45 mois de consommation, alors que d'ordinaire les réserves stockées sont de 24 mois de consommation. Il s'agit donc de gérer ces vendanges record tout en évitant un effondrement des prix qui serait hautement préjudiciable pour le revenu des vigneron et pour tout le secteur vinicole. Je pense aussi que l'un des buts essentiels de la politique agricole en général est un approvisionnement du pays sûr, suffisant et de qualité tout en évitant les fluctuations des prix. Ceci est très important. C'est aussi l'un des buts qui est à la base de la mesure proposée ici: gérer des stocks afin d'éviter la baisse des prix dans le cas de trop belles récoltes et aussi éviter la flambée des prix en cas de pénurie. C'est donc imposer des limites au caprice du marché, garantir la stabilité des prix pour le consommateur et le revenu des producteurs. Il va sans dire que des stockages de cette importance en quantités et en durée causent des frais importants. Or, aujourd'hui on ne peut pas les faire suppor- ter aux seuls encaveurs. Les producteurs et les encaveurs ont déjà fait de sérieux efforts pour éviter que ces coûts supplémentaires soient supportés par les consommateurs. A cet effet, il reste au fonds vinicole à faire sa part, lui aussi. Il nous faut donc accorder ce montant de 35 millions afin d'assurer pendant une période d'une année le stockage à raison de 2 fr. 60 par hectolitre pour les vins genevois, de 3 francs par hectolitre pour les autres et par mois. Je l'ai déjà dit, ces 35 millions qui proviennent du fonds vinicole ne proviennent pas de la caisse fédérale, ils sont essentiels pour le maintien du revenu du vigneron qui a déjà vu le prix de sa récolte baisser par deux fois. Il faut savoir enfin que les partenaires de l'économie vinicole ont fait de sérieux efforts en signant une convention sur les prix et je cite simplement le cas du fendant qui quittait le Valais en 1982 à 9 fr. 29 et aujourd'hui à 8 fr. 75 le litre. Il reste évidemment à savoir si les cafetiers, les restaurateurs et les hôteliers répercutent les baisses concédées en jouant le jeu de la solidarité, ce que je souhaite vivement dans toutes les régions de notre pays. Je vous demande donc de verser ces 35

millions, pris dans le fonds vinicole, pour faire face à une situation très préoccupante dans le secteur viti-vinicole et j'exprime le vœu que l'on utilise plus souvent et plus généreusement ce fonds pour promouvoir l'utilisation non alcoolique des produits de la vigne sous forme soit de jus de raisin, soit encore de raisin de table. Humbel: Es gibt verschiedene Rechtsgrundlagen bezüglich Reb- und Weinbau. Es wurden erwähnt: das Weinstatut vom Jahre 1971 und der Bundesbeschluss über Massnahmen zugunsten des Rebbaues vom Jahre 1979. Leider werden nun diese Vorschriften in verschiedenen Landesteilen bis heute unterschiedlich gehandhabt. Herr Kollege Biel hat auf die Situation in der Ostschweiz und in der Westschweiz hingewiesen. Es bestehen sehr grosse Unterschiede. Die seit 1979 vorgeschriebene Qualitätsbezahlung und festzusetzende Mindest-Öchslegrade finden leider in der Anwendung nicht überall Anklang. So sind bis heute die Mindest-Öchslegrade in der Westschweiz erst nach der Weinlese festgesetzt worden. Das kann natürlich eine bedeutende Mitursache sein, weshalb in der Westschweiz so viele Überschüsse an Namensweinen vorkommen. Pro memoria: Namenswein ist bekanntlich die erste Qualität, und der sogenannte Tischwein, also ohne Etikette, ist zweite Qualität; hier wird offenbar einiges gesündigt. Gegen den vom Bundesrat vorgeschlagenen 35-Millionen-Kredit, welcher in den Ostschweizer Weinbauregionen nur mit Mühe verstanden wird, trete ich nicht an. Soviel freundschaftliche Solidarität habe ich auch noch. Wir wissen auch, dass eine Blockierung dieser Weine mithilft, einen Preiszusammenbruch in der Westschweiz zu verhindern, einen Preiszusammenbruch, der auch Auswirkungen auf die Preise bei den Ostschweizer Weinen haben müsste.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.